



Une Suisse pour toutes et tous, sans privilèges

Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Chers camarades, chers amis,

Un président de parti doit faire preuve d'une très grande polyvalence. Ainsi, par exemple, ai-je été récemment appelé à me spécialiser dans l'élevage de chiens. En effet, je devais pouvoir définir si le bouvier bernois, le *Berner Sennenhund*, était un bon toutou un peu pataud et pas trop futé, ou un dangereux chien de garde, prêt à mordre tous les étrangers qui auraient eu le malheur d'entrer sur la propriété.

J'ai également eu à calmer les angoisses des éleveurs de ces chiens, franchement furieux de voir leurs protégés être ainsi détournés pour mener une politique qu'ils ne soutiennent pas vraiment. Ainsi, Pierre-Alain, un de nos sympathisants neuchâtelois m'a écrit le courriel suivant : «Adeptes d'idées socialistes et fervent amateur de bouviers bernois (j'ai actuellement ma 4^{ème} femelle de sept mois) je suis navré de voir mon animal devenir le support des idées nauséabondes de l'UDC. Tout comme Christophe Darbellay, je pense aussi que le Pit-Bull aurait été plus en rapport avec leur attitude politique ! N'auriez-vous pas la possibilité d'éditer un petit foulard aux couleurs du PS, que les adeptes du bouvier bernois, qui ne partagent pas les idées blochériennes, pourraient accrocher au collier de leur compagnon ? Toute possibilité de se démarquer serait la bienvenue ! Merci pour tout votre travail et cordiales salutations.»

Sur le moment, j'ai beaucoup ri. Puis je me suis dit que cette affaire était plus symptomatique qu'elle en avait l'air. Non pas qu'il soit spécialement original d'utiliser des animaux comme figure politique. **Les républicains américains se reconnaissent dans la force de l'éléphant. Les démocrates dans la persévérance et le courage des ânes. L'UDC dans les aboiements d'un chien. A chacun ses références.** Et pour un parti qui considère que les électeurs comme des moutons (blancs évidemment), le choix se défend.

Pactiser avec cette UDC-là est une erreur politique et une faute morale

Si ce choix est symptomatique, c'est parce qu'il revient à revendiquer pour soi la Suisse, toute la Suisse, ses symboles et son histoire. Si notre ami Pierre-Alain s'agace, c'est parce qu'il comprend bien que, derrière cette histoire de bouvier bernois, ressurgit le slogan de l'extrême droite en 2011 « Les Suisses (comprenez les vrais suisses) votent UDC ». Ce mode de faire revient à exclure ceux qui pensent différemment. C'est une tentative pour dresser deux Suisses l'une contre l'autre.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les aboiements de la droite dure ne se sont de loin pas calmés. Elle avance aujourd'hui sans masque, s'inscrit dans la plus douteuse des traditions historiques, s'apprête à remettre en cause les fondements même de notre démocratie.

Certains pensent que j'exagère, qu'il conviendrait de détourner pudiquement le regard, que l'on ne saurait tracer de perspectives historiques. Voici donc quelques exemples bien concrets :

- Comment qualifier ceux qui prônent la nation avant toute chose, seule et isolée ? Ceux qui veulent dénoncer les bilatérales avec l'Union européenne ? Interdire notre territoire à tout visiteur africain, en prétextant la peur d'une maladie ?
- Comment nommer ceux qui entendent dénoncer la Convention européenne des droits de l'homme, cette réponse des peuples aux atrocités de la Seconde Guerre mondiale ?
- Comment traiter les tribuns qui multiplient les attaques systématiques contre le parlement, le Conseil fédéral, les tribunaux, tous dénoncés comme représentants d'une « classe politique » imaginaire ? Que dire de ceux qui s'autoproclament seuls représentants d'un peuple qu'ils réduisent le plus souvent au noyau radicalisé de leurs supporteurs ?
- Que dire d'un parti qui, face à l'immense misère des migrants qui risquent leur vie sur les mers de l'exil, considère qu'il faut purement et simplement supprimer le droit à l'asile, renvoyer les familles syriennes et érythréennes à leurs malheurs ou encore stopper les opérations de secours en Méditerranée.

Alors bien sûr, on peut faire semblant de ne pas voir cette dérive, souligner – comme certains l'ont fait – que toute comparaison historique était erronée ou exagérée, que contrairement à hier l'extrême droite actuelle n'a pas recours à la violence pour imposer ses vues ; soit ; peut-être...

Mais ce qu'on ne peut faire, c'est considérer que ces positions sont acceptables, qu'on peut en débattre, qu'elles s'inscrivent dans le champ politique ordinaire. **Ce qui est interdit, c'est de pactiser avec ceux qui veulent isoler le pays, affaiblir les Droits humains et décrédibiliser la démocratie.** Ce qui est inadmissible, c'est de s'acoquiner à ce parti et ça l'est d'autant plus lorsque l'on porte le mot libéral dans son nom. En admettant que ses sections cantonales s'apparentent pour les prochaines élections à l'UDC, le PLR de Philipp Müller trahit son héritage historique. Il dégrade la politique à un bazar de pourcentage et de chiffres. Il absout les dérives des blochétiens. Il abandonne l'héritage des Rhinow, des Petitpierre ou encore celui de Delamuraz. **Pactiser avec cette UDC-là, c'est une erreur politique et une faute morale.**

Alors oui, mon cher Pierre-Alain, nous allons faire comme tu le dis. Je t'ai amené le foulard rouge que tu voulais mettre au cou de ton bouvier, pour clamer que tu ne laisseras pas les symboles de la Suisse se faire préempter par l'UDC ; pour dire que nous allons résister aux visées nationalistes et haineuses de nos adversaires politiques ; pour répéter qu'une force de résistance et d'espoir doit se lever à côté des errements politiques du PLR et du clientélisme du PDC ; une force qui s'engage avec courage pour une Suisse ouverte, solidaire et sociale. Pierre Alain, ce foulard est au couleur du PS, la couleur de la détermination, du courage, du parler vrai ! La couleur de l'espoir aussi...

Wir sind die Alternative

Genossinnen und Genossen,

Wir sind die einzige glaubwürdige Alternative zur Abschottung, zur Angstmacherei, zur Engstirnigkeit – seit 125 Jahren. Wir sind auch stolz darauf, unmissverständlich für eine andere Schweiz zu stehen. Für eine Schweiz für alle statt für wenige. Wir sind keine Fahnen im Wind und kuschen nicht, wenn vom rechten Rand gegen Minderheiten polemisiert wird.

Es ist aber nicht damit getan, nur die Versuche der SVP, unser Land zu demontieren, abwehren zu wollen. Klar, jemand muss den Warnfinger heben. Aber jemand muss auch hin stehen – auch wenn es nicht populär ist. Jemand muss die Dinge beim Namen nennen. Wenn die grösste Partei die Menschenrechte in Frage stellt, die Demokratie und die politischen Institutionen in den Dreck zieht, die Schweiz abschotten will und in Kauf nimmt, dass Kriegsflüchtlinge in den Tod getrieben werden – dann müssen wir hin stehen. Jemand muss unsere Demokratie verteidigen. Unsere Werte vertreten: Die humanitäre Schweiz, die Gewaltenteilung, die Menschenrechte, die soziale Gerechtigkeit. Jemand muss daran erinnern, dass **die Schweiz dank ihrer Vielfalt reich geworden ist.**

Jemand muss klar machen, dass es unsere Aufgabe ist, den nationalen Zusammenhalt zu verteidigen. Und dieser Zusammenhalt geht unter anderem mit dem Erlernen einer **anderen nationalen Sprache** einher. Dazu kann ich mir die Bemerkung nicht verkneifen, dass genau diejenigen diesen Sprachunterricht abschaffen wollen, die landauf landab versuchen, die Schweiz für sich einzunehmen. Genau **diese selbsternannten Patrioten demontieren die Schweiz und ihre Werte mit dieser Politik.**

Es ist notwendig, aber es reicht nicht, gegen die SVP zu sein. Es genügt nicht, weder um die Wahlen zu gewinnen, noch um eine Alternative zu ihrer Politik darzustellen. Gewinnen werden in einem Jahr nur diejenigen, die sich mit den konkreten Schwierigkeiten und Sorgen der Menschen auseinandersetzen. Gefragt sind diejenigen, die Antworten liefern, zum Verlust an Lebensqualität in breiten Schichten der Bevölkerung, zur Unsicherheit am Arbeitsplatz, zu den Schwierigkeiten bei der Wohnungssuche, zu den Existenzängsten von älteren Arbeitnehmenden. Das ist unsere Aufgabe.

Es ist notwendig, Volksinitiativen wie Ecopop zu bekämpfen. Das tun wir auch. Und durchaus mit Erfolg. Für uns Linke ist es klar, dass Fremdenfeindlichkeit auch in einem grünen Mäntelchen Fremdenfeindlichkeit bleibt. Ecopop ist aber mehr als nur ein Symptom. Die Politik hat es weitgehend verpasst, mit inneren Reformen das Leben der Menschen in der Schweiz flächendeckend und konkret zu verbessern. Daran müssen wir arbeiten. **Ecopop hingegen baut keine Wohnungen, schafft keine neuen Jobs und bildet keine Fachkräfte aus, Ecopop schafft nur neue Probleme.**

Die Zukunft der Schweiz spielt sich in den Agglomerationsgemeinden ab

Wenn wir über diese aktuellen Themen diskutieren, dann zeigt sich etwas immer häufiger: Die Politik hat die Herausforderungen in den Agglos zu lange übersehen. **Zwischen Stadt und Land lagen diese Gebiete quasi im toten Winkel der politischen Betrachtung.** Die-

sen Fehler haben alle Parteien begangen, wir auch. Und das zu Unrecht, denn in der Agglomeration entwickelt sich die Zukunft der Schweiz.

Dieser blinde Fleck ist nun aber in den letzten Monaten wiederholt sichtbar geworden. Die Menschen in den Agglomerationen haben ihre Ansprüche und ihre Bedürfnisse vermehrt geäußert – zuweilen gegen die Städterinnen und Städter und gegen die Menschen vom Land.

Ein Journalist hat uns angerufen und bemerkt: «Wie passend, dass ihr für das Agglomerations-Thema Liestal ausgewählt habt. Baselland ist ja quasi die Agglo der Stadt Basel!». Ich sage das nicht, weil ich jemanden beleidigen, alte Wunden aufreissen oder eine vergangene Abstimmung kommentieren will. Uns ist nämlich bewusst, dass für Millionen von Menschen die Agglomeration Heimat ist. Agglo löst Stolz aus, für andere ist es ein Schimpfwort. Deshalb wollen wir zu den Menschen in den unterschiedlichsten Agglomerationen hingehen, ohne zu schubladisieren, ohne Vorurteile. Wir wollen zuhören und gemeinsam mit ihnen diese Heimat so lebenswert wie möglich gestalten.

Die SP ist nicht mehr bereit, diesen blinden Fleck hinzunehmen. Wir wollen und müssen die Kritik derjenigen, die einen Verlust an Lebensqualität beklagen, ernster nehmen. Aus diesem Grund haben wir das Projekt «die SP geht in die Agglo» ins Leben gerufen. Zusammen mit unseren Sektionen vor Ort, mit den Betroffenen, analysieren und diskutieren wir die Probleme. Wir müssen mit ihnen Lösungen entwickeln, um das Zusammenleben auch dort zu fördern. Es geht darum, mehr Lebensqualität zu erreichen. Mehr Lebensqualität, weil besser geplant und gebaut wird, dank mehr Spielplätzen, mehr Treffpunkten, mehr Fussgängerzonen, mehr Restaurants und mehr lokalem Gewerbe. Es geht darum, den öffentlichen Verkehr zu stärken, so dass nicht alle vom Individualverkehr abhängig sind. Es geht darum, den Service Public auszubauen, zum Beispiel zur Kinderbetreuung. In einem Wort - und vielleicht etwas naiv, aber dafür zutreffend: **Es geht darum, attraktiver zu leben und zu wohnen. Es geht um mehr Lebensqualität.**

Wir Sozialdemokraten sind zurzeit die einzigen, die bereit sind, an diesen Orten hinzuschauen. Andere sprechen über diffuse Überfremdungsängste, versuchen sich an konfusem Konzepten wie Dichtestress, Kontingente und Inländervorrang. **Wir sprechen Klartext: Es geht nicht um Ängste, es geht nicht um In- und Ausländer, es geht um mehr Lebensqualität für alle statt für wenige.** Nicht mehr und nicht weniger. Es geht um Sicherheit. Am Arbeitsplatz, in der Wohnung, im Alter. Es geht darum, für die Millionen von Menschen, die in den Agglomerationen unseres Landes leben, diese Städte zu ihrer Heimat zu machen.

Willy Ritschard hat in seiner historischen Rede am 1. August 1978 Heimat wie folgt definiert: «Es ist die Gewissheit, zu jemandem zu gehören. Mitglied einer Gemeinschaft zu sein. Einer Gemeinschaft, auf die man sich verlassen kann, die einen schätzt und die keinen fallen lässt. Es ist das Gefühl, verstanden zu werden. (...) Indem wir gemeinsam unseren alten und invaliden, oder auch sonst bedrängten Mitbürgerinnen und Mitbürgern eine gesicherte Zukunft garantieren, verteilen wir auch Freiheit. Freiheit kann sich nur in der Sicherheit entfalten. Sich sicher fühlen, in der Gemeinschaft geborgen zu sein, das ist auch das warme Gefühl, dass man eine Heimat hat».

Es geht darum, zu verhindern, dass die Agglogemeinden in der Schweiz zu reinen Schlafgemeinden werden. **Es geht darum, diese Gemeinden zur Heimat zu machen. Denn die Zukunft der Schweiz spielt sich insbesondere in diesen Gemeinden ab.**

Wir Sozialdemokraten haben die Antworten, die unserem Land bisher fehlen. Wir kämpfen für eine Schweiz des Zusammenlebens. Wir wollen, dass es den Menschen gut geht, allen Menschen in der Schweiz. Wir wollen, dass sie einen korrekten Lohn, eine sichere Arbeitsstelle, gute Renten haben und bezahlbaren Wohnraum finden. Dafür kämpfen wir.

Genossinnen und Genossen,

Es wurde im Vorfeld dieser Versammlung sehr viel über Europa gesprochen. Es wurden auch Diskussionen laut, ob die SP überhaupt Vorschläge zur Umsetzung des Art. 121a der Bundesverfassung erarbeiten soll, den eine hauchdünne Mehrheit am 9. Februar angenommen hat. Mein Antwort ist klar: Ja.

Es geht für mich nicht an, die Definition der Zuwanderungs- und Europapolitik der Schweiz denjenigen zu überlassen, die die Bevölkerung vor dem 9. Februar derart hinter das Licht geführt haben. Es liegt an uns, zum einen sicherzustellen, dass die konkreten Schwierigkeiten der Bevölkerung mit den Folgen der Globalisierung angesprochen und dass Lösungen erarbeitet werden, und zum anderen, dass unsere guten Beziehungen mit unseren Nachbarn erhalten und vertieft werden können.

Stoppt die kriegerische Anti-EU-Rhetorik

Genossinnen und Genossen,

Man kann über die EU und ihre Politik denken was man will. Aber eines kann ich nicht mehr hören: Die kriegerische Rhetorik der Parteien rechts der Mitte. Diesen Eindruck, dass die Schweiz eine belagerte Burg wäre, die es zu verteidigen gälte. Diese latent fremdenfeindliche Überheblichkeit und Arroganz. Diese systematische Vermischung zwischen dem verständlichen Stolz auf das, was hier geleistet wird, und dem engstirnigen Nationalismus.

Der eine schreit: «Nein zu fremden Richtern»;

der Andere: «Die USA erpressen unseren Finanzplatz»;

der Dritte: «Nein zum Diktat von Brüssel»;

der Vierte: «Der Bundesrat verrät die Interessen der Schweiz»;

der Fünfte: «Unsere Diplomaten kuschen vor der EU».

Diese Grundhaltung ist mir zutiefst zuwider. Manchmal habe ich grosse Lust zu schreien: Stopp! Geit's no! Wir sind keine hilflosen «Jammeris». Wir sind keine Opfer von Machtgelüsten der Supermächte. Wir sind nicht im Krieg mit Brüssel. Auch nicht mit den USA.

Wir vertreten unsere Interessen. Andere ihre. Das ist legitim. **Es ist aber absurd, sich so zu verhalten, wie wenn die Schweiz ein geprelltes Kind der Globalisierung wäre.** Wie wenn die ganze Welt nur eines vorhätte: Uns zu schwächen.

Natürlich ist die Schweiz als kleines, globalisiertes Land auf geregelte Verhältnisse mit seinen Nachbarn angewiesen, auf eine funktionierende internationale Gemeinschaft, auf eine minimale Solidarität in den internationalen Beziehungen. Auf die Macht des Völkerrechts, als Alternative zur Macht des Stärkeren. Und das müssen wir auch einfordern.

Vor diesem Hintergrund ist die Position der Rechten, und zwar bis weit in die Mitte, schlicht unverständlich: Wir sollten die Promotoren von multinationalen Spielregeln auf den Finanzmärkten sein, nicht die Hehler der Steuerhinterziehung. Wir müssten einen Ausbau des internationalen Menschenrechtes verlangen, nicht mit der Kündigung der Menschenrechtskonvention liebäugeln. Es wäre unsere Aufgabe, bei internationalen Friedensmissionen ganz vorne zu stehen, statt während Wochen zu zögern bevor wir einige Helikopter nach Liberia im Kampf gegen Ebola schicken.

Niemand profitiert mehr als unser Land von einem stabilen und berechenbaren internationalen Umfeld. Von einem Ausbau des internationalen Rechts. Wirtschaftlich. Politisch. Kulturell.

Bei dieser Ausgangslage ist Solidarität die beste Wahrung unserer Interessen. Es ist kluge Standortpolitik. Es ist unsere Pflicht, wie auch unsere Chance. Solidarität mit den ehrlichen Steuerzahlern aller Nationen der Welt, und gegen die Steueroptimierer – selbst wenn sie im Bundesrat sitzen. Solidarität mit den Migrantinnen und Migranten aus Syrien, aus Afrika, und gegen die Demagogen der Rechten, die Europa zu einer Festung umwandeln wollen. Solidarität mit den Kurden aus Kobane, und gegen die Fanatiker, die den Islam missbrauchen, um ihren Hass auf die Moderne zu rechtfertigen.

Genossinnen und Genossen,

Es ist Zeit, eine andere Stimme der Schweiz hören zu lassen. Die Stimme einer offenen, einer sozialen, einer solidarischen Schweiz. Darum geht es. Nicht um mehr. Nicht um weniger. Die Sozialdemokratie verkörpert diese andere Schweiz. Und weil es bei den kommenden Wahlen um Richtungswahlen gehen wird, kann die Schweiz auf uns zählen. Und ich zähle auf euch, auf jeden Einzelnen und jede Einzelne in diesem Saal. Die Schweiz der Offenheit kann obsiegen. Die Schweiz des Miteinanders muss obsiegen. Die Schweiz der Solidarität wird obsiegen. Eine Schweiz für alle statt für wenige.